



Que penser du “populisme” aujourd’hui ?

François Saint-Ouen

Abstract

“Populism” is a phenomenon, frequently connected with euroscepticism and nationalism, which happens to be widespread all over Europe nowadays. Is “populism” a word that you can easily expand, or does it designate something more specific? This article recalls the origins of “populism” in the 19th century and its development during the 20th century. It then tries to explain “neo-populism” as a structural phenomenon affecting contemporary western democracies, mainly because of globalization and profound changes in the economy. Particularly in Europe, more and more people from the so-called “middle classes” have become afraid of the future. And this is combined with a growing tendency towards issue voting, replacing traditional politics based on relatively stable cleavages. “Neo-populism” is also proteiform, mainly because it is adapted to the peculiarities of individual countries.



Que penser du “populisme” aujourd’hui ?

François Saint-Ouen

François Saint-Ouen est secrétaire général du Centre Européen de la Culture et chargé de cours au Global Studies Institute de l’Université de Genève.

Il travaille sur la construction européenne, le fédéralisme, la démocratie locale, le « dialogue des cultures ».

Il est actif dans les Balkans depuis 1998. Il vient de faire paraître l’ouvrage *L’Europe de Denis de Rougemont (2014)*. Il a par ailleurs publié, entre autres : *L’Avenir fédéraliste de l’Europe: du traité de Maastricht à celui de Lisbonne* (Bruxelles, 2011); *Les grandes figures de la construction européenne* (Genève, 1998).

Phénomène Donald Trump qui, après avoir contre toute attente enlevé l’investiture républicaine, part à l’assaut de rien moins que la Présidence des États-Unis ; UKIP au Royaume Uni qui a été le moteur de la campagne gagnante du « Brexit » après avoir remporté les élections européennes de 2014 (sans oublier une frange non négligeable du Parti conservateur alignée derrière Boris Johnson) ; candidat du FPÖ à deux doigts d’être porté à la présidence autrichienne (un recomptage a même été demandé) après la déroute des deux partis de gouvernement traditionnels ; Front National en France qui est clairement devenu la première formation politique du pays en termes d’électeurs et donne des sueurs froides à la gauche et à la droite modérées ; *Alternative für Deutschland* en Allemagne qui, portée par la crainte des réfugiés et des musulmans, menace la CDU d’Angela Merkel sur sa droite ; dérives autoritaires de certains leaders ou partis ou pouvoir, comme en Hongrie avec Viktor Orbán, voire en Pologne avec « Droit et Jus -

- tice » inspiré par Jarosław Kaczyński ; UDC en Suisse, premier parti du pays qui fait un usage extensif de l’appel au peuple, en utilisant toutes les ressources de la démocratie « directe » au grand dam des autorités et en dépit des engagements internationaux ou européens... On pourrait encore citer bien d’autres exemples, en Belgique, aux Pays-Bas, en Italie (*Cinque Stelle* vient de conquérir la Mairie de Rome), en Europe centrale ou dans les pays scandinaves, sans parler des Balkans où ils abondent (à l’exception notable de la Grèce)¹.

Ces derniers temps, les occasions de brandir le spectre du « populisme » dans la presse, l’ensemble des médias, chez les responsables politiques, et même parmi les spécialistes et les universitaires, n’ont donc pas manqué ! On peut même dire qu’elles se multiplient et que cela finit peu ou prou par ressembler à une vague de fond qu’il convient de mieux cerner et, bien sûr, de tenter d’expliquer. Car cela peut changer l’avenir de la démocratie.

“Cela finit peu ou prou par ressembler à une vague de fond qu’il convient de mieux cerner et, bien sûr, de tenter d’expliquer. Car cela peut changer l’avenir de la démocratie.”

De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, de Beppe Grillo à Nigel Farage, de Christoph Blocher à Geert Wilders, ce qui est présenté aujourd’hui indistinctement comme « populisme » apparaît tellement protéiforme qu’il paraît sage de commencer l’enquête en essayant de débrouiller un tant soit peu l’écheveau de manière à y voir un peu plus clair. Pour cela, il est utile de remonter aux origines du populisme, de voir comment il s’est manifesté et a été appréhendé il y a plusieurs décennies déjà, avant de tenter de le situer dans ses manifestations les plus récentes (néo-populisme).

Aux origines du populisme

Quand un vocable est trop employé, il perd de son sens. Par ailleurs, tout effort d’analyse soucieux de rigueur gagne à se défier des mots élastiques et des effets de mode dont raffolent les médias. Ainsi, posons une première question : d’où vient le qualificatif de « populisme » ? Et simultanément une seconde : à quoi correspondait-il à l’origine ? Pour y répondre, il faut remonter à la fin du XIX^e siècle, lorsque le mot a été revendiqué par certains courants politiques. Les années 1870 ont ainsi vu se développer en Russie un mouvement « narodnik » (du russe *narod* : « peuple » dans une acception proche de « nation ») qui a essayé – sans beaucoup de succès – d’initier des changements révolutionnaires en mobilisant la paysannerie (dont ses leaders n’étaient pas issus) et en recourant à des moyens terroristes, avec comme point culminant l’assassinat du Tsar Alexandre II en 1881. Bien que foncièrement anti-réactionnaires, les *narodniki* faisaient référence, à travers une conception idéalisée de la paysannerie, au lien profond unissant le peuple et sa terre (une de leurs émanations s’est appelée *Zemlya i Volya*, « terre et volonté », une autre *Nadodnaya Volya*, « la volonté du peuple »). Très peu de temps après, a tenté d’émerger aux États-Unis, durant les années 1890, un *People’s Party* ou *Populist Party* soucieux lui aussi de défen-

dre (mais sans objectif révolutionnaire cette fois-ci) les intérêts spécifiques des petits fermiers des grandes plaines et du sud contre l’appétit des banques, du fisc et des compagnies ferroviaires. Il ne réussit toutefois pas à s’imposer comme une alternative crédible aux deux grands partis, républicain et démocrate, avec lesquels il fut contraint de s’allier tour à tour, et il disparut rapidement. En Europe, de nombreux partis « paysans », « populaires », et de « petits propriétaires » se sont plus ou moins durablement implantés, surtout en Scandinavie, mais aussi dans la partie centrale du continent (Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, Bulgarie...), ainsi qu’en Suisse avec le BGB, ancêtre de l’UDC².

Après 1945, l’attention portée au phénomène du populisme a été ravivée par certains travaux effectués sur les mouvements fascistes ou nazis de l’entre-deux guerres dont il est parfois apparu comme l’une des composantes. On mentionnera notamment le politiste américain Seymour Martin Lipset (spécialiste de la sociologie électorale) qui insista sur le rôle, selon lui décisif, joué par les classes moyennes dans le succès de ces mouvements³. Désormais, « populisme » s’est mis à connoter très fortement des phénomènes d’extrême-droite. En 1946-47, l’Italie vit, à l’initiative d’un journaliste, brièvement apparaître un mouvement politique appelé « Front de l’homme ordinaire » (*Fronte dell’Uomo qualunque*) ayant pour but de défendre les intérêts de Monsieur tout-le-monde face au jeu et aux intrigues supposées des grands partis. Depuis lors, le « quelconquisme » (*qualunquismo*) est devenu dans la langue italienne un équivalent du « populisme ». Peu de temps après en France, le mouvement “poujadiste” de défense des commerçants et des artisans contre le fisc, qui a remporté un grand succès lors des élections législatives de 1956 (parmi les élus poujadistes figurait Jean-Marie Le Pen, futur fondateur du Front National), est apparu comme l’expression même du “populisme” avec son souci des “petites gens”, son anti-intellectualisme décomplexé et son rejet de l’establishment (rendu célèbre par

le slogan électoral “Sortez les sortants !” ou le leitmotiv “Tous pourris !”), au point que les deux mots sont devenus synonymes⁴.

“Le mouvement << poujadiste >> de défense des commerçants et des artisans contre le fisc est apparu comme l’expression même du << populisme >> avec son souci des << petites gens >>, son anti-intellectualisme décomplexé et son rejet de l’establishment.”

Mais le mouvement ne dura pas et disparut au bout de deux ans de la scène politique. Il conforta toutefois l’idée que l’un des moteurs du populisme se trouvait au sein de ce qu’on appelait couramment les « classes moyennes », du moins celles qui se sentaient en danger ou en déclin et qui développaient une certaine hantise de l’avenir sur fond de malaise identitaire. Il fallait aussi un leader (en l’occurrence Pierre Poujade) capable de saisir tout cela en quelques formules simples.

Un retour sur les origines du populisme nous a montré certaines caractéristiques du phénomène. On en retiendra qu’il est porté par des couches qui se sentent menacées par la modernisation (les paysans à l’origine, les artisans et le petit commerce des années 1950) et dont le mal-être n’est guère relayé ou même pris en compte par les formations politiques en place, quelles que soient leurs couleurs et leurs orientations. Nous allons tenter d’expliquer maintenant comment cette revendication « populiste », qui était marginale et/ou sporadique jusqu’ici, a pu prendre une ampleur inédite ces deux dernières décennies dans les sociétés occidentales, et singulièrement en Europe.

Le phénomène populiste aujourd’hui

D’après le philosophe Vincent Coussedièrre, « le populisme n’est pas un concept de science politique mais une notion à creuser en partant de l’expérience vécue par les peuples ». Il pense que les partis qui l’expriment ne sont en conséquence qu’un phénomène second, une sorte de caisse de

résonnance ou de mise en musique politique d’une « protestation exercée par les peuples contre leur décomposition »⁵.

Si l’on essaie de creuser un peu les choses comme nous y invite cet auteur, on doit nous semble-t-il partir d’un constat fondamental, qui est que la société technologique et mondialisée en train d’émerger détruit plus d’emplois qu’elle n’en crée dans nos pays et que des portions croissantes issues de ce qu’on appelait communément les classes moyennes craignent – fait entièrement nouveau – d’avoir une vie plus difficile (mais plus longue) que les générations précédentes, alors qu’avant, il allait de soi que ce serait le contraire.

“La société technologique et mondialisée en train d’émerger détruit plus d’emplois qu’elle n’en crée dans nos pays et des portions croissantes issues de ce qu’on appelait communément les classes moyennes craignent – fait entièrement nouveau – d’avoir une vie plus difficile que les générations précédentes.”

Or, il s’est avéré de manière de plus en plus claire que tous les partis de gouvernement (gauche et droite confondues) ont accompagné le mouvement du libéralisme décomplexé et mondialisé et qu’ils ont accepté – et même promu dans certains cas (les plans Hartz en Allemagne sous Gerhard Schröder) – des politiques d’austérité qui sont devenues la *doxa* de l’Union Européenne (laquelle, rappelons-le, avait été fondée dans les années 1950 sur l’idée très différente d’« économie sociale de marché » reposant sur une conception de l’État-providence aujourd’hui largement reniée). Nulle surprise que cela induise des mécontentements et une bonne dose d’euroscpticisme qui sont en train d’être captés par d’autres forces politiques que celles qu’on avait l’habitude de voir exercer le pouvoir !

“Il s’agit non plus d’un phénomène conjoncturel et sporadique comme avant, mais bien d’une vague de fond dont il est encore difficile de mesurer toute l’ampleur.”

Il s’agit donc non plus d’un phénomène conjoncturel et sporadique comme avant, mais bien d’une vague de fond dont il est encore difficile de mesurer toute l’ampleur. Mais par-delà ce constat général, comment expliquer la grande diversité d’expression politique de ce néo-populisme dans les divers pays ? Cette vague de fond a, insiste le politiste Daniel-Louis Seiler⁶, la caractéristique de se surajouter aux clivages qui structurent les vies politiques nationales en Europe depuis la fin du XIX^e siècle et de s’y greffer, ce qui explique, au-delà des caractéristiques communes du « néo-populisme », la variété de ses formes d’expression politique : partis religieux au nord de l’Europe, partis de mécontents issus des classes moyennes, nouvelle droite nationaliste sur fond de « déclinisme », etc...

Seiler (qui est un des grands spécialistes des partis politiques en Europe) propose de ranger les diverses formations que l’on étiquette comme « populistes » en les rapportant à deux critères essentiels : le degré de radicalité de leur projet, le degré de radicalité des moyens qu’ils utilisent pour le réaliser. En ce qui concerne la *radicalité du projet*, il distingue trois catégories : les formations poursuivant des objectifs *révolutionnaires* (ou contre-révolutionnaires), les formations *réformistes* (qui veulent par exemple modifier les institutions ou sortir de la zone euro comme le FN en France, ou bien « Cinque Stelle » de Beppe Grillo qui dit vouloir transformer la démocratie italienne), enfin celles qui visent à être simplement « *gestionnaires* » (le FPÖ autrichien, l’UDC suisse, le Fidesz de Viktor Orbán en Hongrie, Droit et Justice en Pologne, le PVV national-libéral de Geert Wilders aux Pays-Bas, voire l’UKIP au Royaume-Uni).

Côté *radicalité des moyens* employés, là encore trois catégories par ordre décroissant d’intensité : les *anti-systèmes* (qui refusent tout simplement d’entrer dans le jeu politique et s’y tiennent en

marge), les formations assumant une fonction *protestataire* ou « tribunitienne » dans le système (cas de « Cinque Stelle » en Italie ou du FN en France qui, depuis qu’il est dirigé par Marine Le Pen, aspire à entrer dans la catégorie suivante), les partis visant à participer à des *coalitions gouvernementales* (type UDC, FPÖ, Fidesz hongrois, Droit et Justice en Pologne).

“Les quatre principaux clivages qui structurent les débats démocratiques et les projets politiques dans les pays d’Europe occidentale depuis la Révolution industrielle cèdent aujourd’hui par rapport à d’autres enjeux qui deviennent à leur tour structurants sous l’effet des mutations profondes qui sont en cours (révolution numérique, mondialisation).”

Ainsi, les quatre principaux clivages qui structurent les débats démocratiques et les projets politiques dans les pays d’Europe occidentale depuis *grasso modo* la Révolution industrielle – et qui ont été mis en lumière par Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan (religion / État, centre / périphérie, villes / campagne, gauche / droite)⁷ – cèdent aujourd’hui par rapport à d’autres enjeux qui deviennent à leur tour structurants sous l’effet des mutations profondes qui sont en cours (révolution numérique, mondialisation...)⁸. Cette transformation, dont les prémisses ont été identifiées dès le début des années 1990⁹, s’opère aujourd’hui sous nos yeux.

Elle est puissamment alimentée par les médias électroniques, les chaînes d’information en continu, Internet, les réseaux sociaux qui, bien qu’ils aient chacun leurs spécificités, ont pour commun dénominateur souvent d’installer dans le débat politique un univers d’instantanéité peu propice à la construction de projets à long terme. C’est une donnée que les partis traditionnels maîtrisent mal, qui se décline autour de thèmes d’actualité auxquels il faut répondre sur le champ. Il s’agit d’un monde qui favorise l’expression du désir immédiat, des envies et des craintes personnelles.

“On ne peut que souligner la nécessité renouvelée d’avoir au XXI^e siècle des systèmes éducatifs qui favorisent la prise de recul par rapport à l’émotion immédiate, qui élargissent la perspective du temps et de l’espace au-delà de tel ou tel sujet particulier pris dans son immédiateté.”

On ne peut ainsi que souligner, sans entrer plus avant dans ce débat néanmoins fondamental, la nécessité renouvelée d’avoir au XXI^e siècle des systèmes éducatifs qui favorisent la prise de recul par rapport à l’émotion immédiate, qui élargissent la perspective du temps et de l’espace au-delà de tel ou tel sujet particulier pris dans son immédiateté ; pour résumer : des systèmes éducatifs qui transmettent un minimum de culture, en même temps que des valeurs civiques...¹⁰

Mais un autre facteur qu’il faut prendre en compte est ce qu’un sociologue comme Christopher Lasch a été l’un des premiers à analyser, dans un ouvrage devenu classique¹¹, comme un repli des élites modernes sur elles-mêmes, qui les amène à se couper du peuple que parfois elles jugent inintéressant voire immature, se rendant ainsi coupables, fût-ce à leur insu, d’une « trahison de la démocratie » (c’est son qualificatif) dont il s’applique à relever les effets pervers. Il met bien en évidence certains traits de la communication auto-centrée des élites sur elles-mêmes, avec le rôle important dévolu aux experts et autres consultants, le mimétisme des responsables politiques qui – bardés de chiffres et de statistiques sur tous les sujets – se mettent à parler comme des experts ou des consultants, sans oublier l’influence devenue prépondérante des médias qui leur volent de plus en plus ouvertement la vedette (l’auteur remarque qu’on n’imagine presque plus qu’un responsable politique puisse s’exprimer sans qu’il se trouve interrogé par un journaliste, lequel mène ainsi le jeu et occupe la place centrale). Dans des systèmes transnationaux comme l’Union Européenne, qui sont complexes, lointains et affectés d’hétérogénéité linguistique, ces éléments d’auto-centration, peu aptes à favoriser un authentique débat démocratique (selon Lasch), sont encore plus

évidents. Cela en fait une cible d’autant plus facile pour les courants populistes ou néo-populistes (même si tous les eurosceptiques ne sont pas nécessairement des populistes, et vice-versa). On remarque en tout cas, pour prendre ce seul exemple, que sur une période de 10 ans, allant de 2005 à 2015, entre 50% et 67% (suivant les années) des répondants aux enquêtes *Eurobaromètre* déclaraient n’être pas d’accord avec l’idée suivant laquelle « Ma voix compte dans l’UE » (le nombre de gens d’accord oscillant seulement entre 26% et 42% durant la même période)¹².

“Le populisme est de moins en moins réductible à des poussées de fièvre transitoires. C’est un phénomène structurel.”

Conclusion

Le populisme est de moins en moins réductible à des poussées de fièvre transitoires. C’est un phénomène structurel qui, à la faveur des mutations du monde et de certaines politiques insistant sur l’absence totale d’alternatives (donc de choix), s’est installé au cœur des démocraties occidentales sous le regard des nouveaux médias qui sont aussi acteurs de ce changement profond (quand bien même ils professent souvent leur rejet du populisme). Néanmoins, « on ne verra personne se définir spontanément comme populiste »¹³, tel est le paradoxe. Les politologues s’interrogent encore et se demandent parfois « de quoi le populisme est le nom »¹⁴, en n’apportant pas toujours des réponses convaincantes.

Il s’agit d’un phénomène sans doute trop récent pour qu’on arrive encore à le saisir avec tout le recul nécessaire. Certains, comme Pierre-André Taguieff (qui fut l’un des premiers analystes de la percée du Front National il y a trente ans), essaient de le décrire aujourd’hui comme un *néo-nationalisme*, c’est-à-dire un nationalisme à la fois transformé et régénéré par la mondialisation et certains ratés de la construction européenne : il relève « l’apparition d’une nouvelle vague nationaliste à une époque où les conséquences négatives de la mondialisation sont de plus en plus

visibles et dénoncées », sans oublier ce facteur que constitue « le reflux de l'idée européenne, accéléré par le spectacle de l'impuissance de l'Union européenne, [qui] libère un espace symbolique où s'installent de nouvelles revendications nationalistes, répondant à la fois à un besoin d'identité et à une quête d'espérance »¹⁵. C'est une hypothèse à prendre sérieusement en compte.

Ce qui est sûr désormais, c'est qu'à la faveur des transformations du siècle, le néo-populisme s'est installé au cœur des démocraties (et même des plus vieilles d'entre elles, comme le Royaume-Uni). C'est donc authentiquement un phénomène moderne (car il fait corps avec la mondialisation, l'émergence de nouveaux modes de communication, etc...), même s'il puise volontiers dans des archaïsmes (les temps anciens où les nations étaient pleinement souveraines, l'identité pure et sublimée...). Il ne semble pas constituer une catégorie idéologique à part entière, mais se greffe sur d'anciens clivages et se nourrit des diverses traditions politiques ou historiques nationales, ce qui lui donne un caractère malléable et protéiforme, mais ce n'est pas pour autant qu'on peut penser qu'il sera éphémère.

26 juin 2016



Le *Geneva Hub for Democracy* est une initiative du Centre Européen de la Culture, développée grâce au soutien de la Confédération suisse (DFAE).

**Responsable du projet : Dr François Saint-Ouen
Assistante de recherche : Alexandrina Iremciuc.**

Notes

1 Syriza n'est en effet pas principalement une formation populiste : elle est issue de l'extrême-gauche « classique » et sa base électorale est faite très largement de déçus du parti socialiste (PASOK) réduit maintenant à la portion congrue. « Aube dorée », pour sa part, n'apparaît pas non plus comme une formation populiste : elle représente plutôt une extrême-droite traditionnelle (néonazie en l'occurrence).

2 Le BGB (*Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei*), représentant principalement les paysans, artisans et indépendants, est apparu dans divers cantons alémaniques à partir de 1917-18. En 1971, ce parti a cédé la place à l'Union Démocratique du Centre (UDC) qui ne porte ce nom qu'en Suisse francophone et italophone. En Suisse alémanique, là où est sa base principale, il s'appelle *Schweizerische Volkspartei* (SVP), soit « Parti Populaire suisse ».

3 Voir Seymour Martin Lipset, *Political Man* [1960], (2nd ed.), Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1981, pp. 176 et sv., pp. 488 et sv. (trad. fr. *L'homme et la politique*, 1962).

4 « Le peuple » contre « les gros » (les nantis, les puissants, l'establishment) est une matrice fondamentale du populisme, que le sociologue de la politique Pierre Birnbaum a analysée dans le cadre français au long du XX^e siècle. Il montre qu'on l'a retrouvée aussi bien à l'extrême-gauche et au parti communiste (notamment dans les années 30 à 50), qu'à l'extrême-droite. Cela a été également, nous dit l'auteur, une matrice de l'antisémitisme. Voir Pierre Birnbaum, *Le peuple et les gros : histoire d'un mythe* [1979], Paris, Hachette, 1995 (2^e éd.).

5 Vincent Coussedière, « Populisme : une notion fourre-tout jamais définie avec rigueur », *Le Figaro*, 21 avril 2016, p. 14. Du même auteur, voir également *Éloge du populisme*, Elya éditions, 2012, 168 p.

6 Daniel-Louis Seiler, *Clivages et partis politiques en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011, pp. 251-278. C'est pourquoi l'auteur parle de « populismes » au pluriel.

7 Seymour Martin Lipset, Stein Rokkan, « Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments: An Introduction », in S.M. Lipset and S. Rokkan (eds), *Party Systems and Voter Alignments*, New York, Free Press, 1967, pp. 1-64.

8 Au cours du XX^e siècle, le clivage gauche / droite a peu à peu surdéterminé les trois autres clivages identifiés par Lipset et Rokkan, sans pour autant les faire disparaître. On peut se demander si, à son tour, il n'apparaît pas surdéterminé dans certains cas, de plus en plus fréquents, liés au contexte de la mondialisation, de la crise et de la tendance au « *issue voting* ». On constate notamment que les partis de gauche et de droite sont de plus en plus divisés sur ces questions (et on n'oubliera pas que c'est pour rassembler le Parti conservateur afin de gagner les élections législatives de 2015, que David Cameron s'est engagé à tenir un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE).

9 Voir notamment Hans-Georg Betz, *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, London, MacMillan, 1994, pp. 27-35.

10 Prenons l'exemple des pays d'Europe centrale ou orientale. L'affirmation de la démocratie n'y est pas seulement entravée par le poids des mentalités héritées de la période communiste, mais aussi par l'absence d'efforts et de

moyens consentis depuis lors pour améliorer le système éducatif, lequel n'a que trop rarement été une priorité dans les politiques de transition, ce dont on paie aujourd'hui le prix.

11 Christopher Lasch, *The Revolt of the Elites and the Betrayal of Democracy*, New York, Norton, 1996.

12 Commission européenne, *Eurobaromètre Standard 83*, Bruxelles, juillet 2015, p. 10.

13 Alain Laquière, « Introduction », in Marie-Claude Esposito, Alain Laquière, Christine Manigand (éd.), *Populismes : l'envers de la démocratie*, Paris, Vendémiaire éditions, 2012, p. 9.

14 Pascal Perrineau, « De quoi le populisme est le nom », in Marie-Claude Esposito, Alain Laquière, Christine Manigand (éd.), *op. cit.*, pp. 75-86.

15 Pierre-André Taguieff, *La revanche du nationalisme*, Paris, PUF, 2015, p. 26.